



LE MACHINISME EN AGRICULTURE : LES TRACTEURS ET MACHINES AGRICOLES

#7 | Mai 2020

ÉTUDE | Note d'analyse



Photo : ADEUPa

660 emplois dans la fabrication d'engins agricoles de traction et de récolte en Finistère

1 630 emplois en Bretagne en 2017



144 entreprises de travaux agricoles (ETA) pourvoyeuses d'emplois en Finistère
32 % des ETA employeuses de Bretagne



171 coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) en Finistère
26 % des Cuma bretonnes

1 980 immatriculations de tracteurs neufs et d'occasion en Finistère en 2018



7 570 en Bretagne
-4,3 % en Finistère entre 2012 et 2018
-13,5 % en Bretagne

Le machinisme agricole intervient en support de l'activité agricole et permet d'améliorer la production et les conditions de travail.

Avec l'arrivée des technologies de l'information et de la communication, l'agriculture connaît sa troisième révolution dite « numérique ». Appliquée au secteur du machinisme agricole, elle offre de nombreuses opportunités pour répondre aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux.

Ce secteur s'appuie sur une diversité d'acteurs en Finistère : de la production au financement jusqu'à l'utilisation de ces engins agricoles. La production locale est assurée par des marques fortes qui bénéficient d'un rayonnement, parfois à l'international, comme l'entreprise Emily ou les remorques Rolland. Cette production locale est également fortement dépendante de la conjoncture agricole.

La mécanisation correspond à environ 30 % des charges d'une exploitation et représente un poste de dépenses important. Rationaliser ces charges apparaît évident dans une conjoncture économique difficile cumulée à une montée des prix du matériel agricole. Plusieurs leviers d'action sont possibles : gestion des investissements, entretien du matériel, consommation de fioul, délégation des travaux, etc.

Des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ou des entreprises de travaux agricoles permettent ainsi à l'exploitant de diminuer cette charge d'investissement. Le besoin en engins agricoles peut varier selon une multitude d'éléments comme la nature de l'activité, la main d'œuvre disponible pour l'exploitation ou encore les surfaces cultivées.

Le machinisme agricole en Europe et en France

LE MACHINISME AGRICOLE, QUELLE DÉFINITION ?

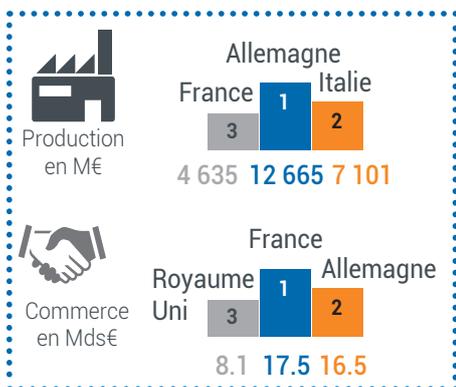
Le secteur du machinisme agricole recouvre les machines et instruments destinés à remplacer ou aider la main-d'œuvre dans la réalisation des différentes tâches agricoles. Le machinisme a permis de transformer l'organisation des exploitations agricoles et de s'adapter notamment à leur agrandissement.

La France championne du commerce de machines agricoles en Europe

La France est le troisième producteur d'agroéquipements (tracteurs, matériels de récolte de grande culture) et autres matériels (arboriculture, machines à vendange, etc.) en Europe derrière l'Allemagne et l'Italie. Pour autant, elle occupe la première place dans le commerce européen de machines (ventes de matériels neufs et d'occasion et services) avec 17,5 milliards de chiffre d'affaires¹. Cependant, le commerce français est le seul qui affiche une baisse entre 2013 et 2017.

La production européenne de tracteurs agricoles valait 6,5 milliards d'euros en 2017, ce chiffre est en baisse de 25,8% depuis 2012.

Production et commerce agroéquipements de 2013 à 2017



Source : Axema

1. Source : Rapport d'activité 2018, Axema

Des nouvelles réglementations européennes

Les constructeurs de machines agricoles doivent intégrer les réglementations en vigueur qui se sont succédées ces dernières années : signalisation des engins agricoles, immatriculations, normes anti-pollution, utilisation du gazole non routier, etc.

Récemment, la norme « Stage V » pour l'Union européenne impose aux motoristes de limiter les émissions de particules. Au niveau sécuritaire, l'Europe a également fait évoluer ses exigences. Par exemple, à compter du 1^{er} janvier 2018, le règlement européen baptisé « Mother regulation », est devenu obligatoire pour tout nouveau tracteur vendu sur le territoire européen. Cette norme prévoit l'intégration d'équipements liés à la sécurité (système de freinage, rétroviseurs, etc.) sur les tracteurs et matériels tractés nouvellement conçus.

Ces nouvelles exigences sont autant de progrès dans la fabrication des outils agricoles, mais elles s'accompagnent généralement d'une augmentation des tarifs par les tractoristes. Ainsi, il n'est pas étonnant de constater un pic d'achat l'année précédant une réforme.

La montée des prix du machinisme

Depuis 2010, le prix du matériel agricole a connu une hausse pouvant aller jusqu'à 20 points pour les matériels de protection des



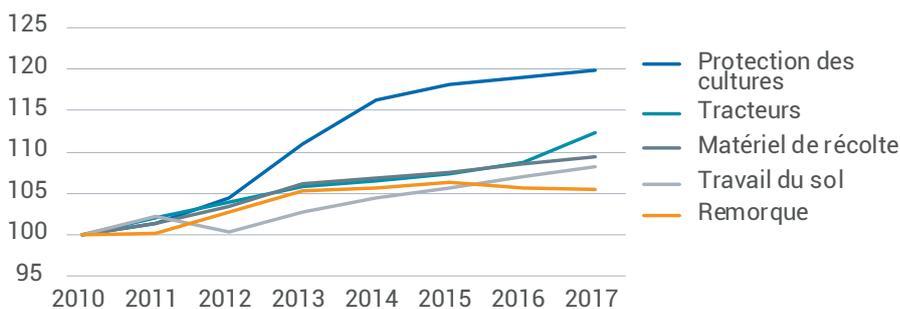
cultures². En moyenne, entre 2010 et 2017, le prix du matériel agricole a augmenté de 11,6 %.

Après 2017, la tendance est toujours à la hausse et de manière assez forte pour les tracteurs qui ont vu leur prix croître de 5,6 % entre décembre 2017 et 2018.

Outre l'inflation, l'augmentation des prix du matériel agricole s'explique notamment par l'évolution des normes et l'évolution du prix des matières premières comme l'acier.

2. Source : Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), INSEE

L'évolution du prix du matériel agricole en France



Source : Indice annuel des prix agricoles à la production (IPAMPA), Insee, janvier 2018

John Deere en tête des ventes de tracteurs

Au 31 décembre 2019, la France enregistrait 26 200 unités de tracteurs standards immatriculés³. Depuis 2013, les ventes de tracteurs, mesurées par le nombre d'immatriculations, se contractent et affichent des baisses consécutives d'année en année.

En 2019, cinq marques de tracteurs affichent des parts de marché supérieures à 10 % en tracteurs standards. Sept tracteurs sur dix vendus en France sont issus des marques John Deere, New Holland, Fendt, Claas et Massey Ferguson.

Gérer ses investissements

Plusieurs facteurs doivent être pris en compte afin d'évaluer la rentabilité de l'acquisition d'un équipement : productivité du travail, contraintes climatiques, économies d'intrants, organisation du travail, etc.

La puissance du tracteur a une incidence directe sur le financement du matériel agricole par l'agriculteur. Le coût horaire du matériel peut varier de 4 € entre un tracteur de 90 et de 120 chevaux. Les charges de mécanisation sont un poste important dans la vie d'une exploitation agricole. Bien évaluer ses besoins en amont est donc crucial pour aider à maintenir une bonne santé financière de l'exploitation. Le coût économique des machines est estimé entre 25 % et 35 % des charges totales de l'exploitation⁴. Les charges de mécanisation correspondent aux charges fixes du matériel (perte de valeur, assurance, etc.), aux charges variables (entretien et carburant) ainsi qu'aux travaux réalisés par des tiers, des Cuma ou des entreprises de travaux agricoles (ETA). 50 % de ces charges de mécanisation reviendraient uniquement aux matériels de traction, notamment à cause du prix du carburant.

La révolution numérique de l'agriculture

Avec l'arrivée des technologies de l'information et de la communication, le secteur agricole connaît sa troisième révolution dite "numérique". L'agriculture numérique permettrait de répondre aux 3 enjeux majeurs de ces prochaines années :

- accroître la compétitivité et la productivité des exploitations tout en atténuant les externalités négatives
- optimiser la qualité et la traçabilité des productions agricoles
- améliorer la qualité de vie des agriculteurs et rendre ainsi le métier plus attractif

Le progrès numérique a entièrement son rôle à jouer dans la production durable. Les moyens d'observation (satellites, drones, capteurs) associés à des outils d'aides à la décision (applications mobile, etc.) permettent en effet d'augmenter les rendements tout en réduisant les consommations.

La robotique

La robotique agricole consiste à intégrer des moyens techniques autonomes ou d'assistance pour exercer certaines tâches : production, transformation ou commercialisation. La robotique vient souvent répondre à des contraintes bien connues du monde agricole :

- réduire la pénibilité de certaines tâches (la traite, le désherbage, la taille, la récolte, etc.)
- optimiser le temps de travail de production pour pouvoir se consacrer à d'autres fonctions comme la commercialisation et profiter de plus de temps libre
- optimiser le rendement

L'agriculture de précision et outil d'aide à la décision

Le concept d'agriculture de précision est né en réponse à une problématique conséquente de la modernisation de l'agriculture. En effet, le recours aux intrants (engrais, produits phytosanitaires, eau), en constante augmentation, impose d'optimiser leur utilisation afin de minimiser les risques pour l'homme et pour l'environnement. L'agriculture de précision consiste à analyser les hétérogénéités intraparcellaires ou les besoins des animaux afin d'optimiser la conduite des cultures ou d'élevages. Elle permet également d'améliorer le processus décisionnel de l'agriculteur à travers des outils d'aide à la décision.

L'agriculture de précision est un ensemble de techniques et de pratiques permettant de répondre à plusieurs enjeux :

- agronomiques et zootechniques : optimiser les besoins des cultures et des animaux
- économiques et de compétitivité : produire plus avec moins d'intrants
- environnementaux et sociaux : atténuer l'empreinte de l'activité agricole sur l'environnement tout en répondant aux besoins alimentaires croissants

Les outils issus de l'agriculture de précision peuvent être directement connectés aux tracteurs qui, pour les dernières générations, sont équipés d'un système d'autoguidage. Ils sont désormais capables de se positionner sur la parcelle pour permettre à l'agriculteur de se concentrer sur l'outil tracté (semoir, épandeur, etc.), de pouvoir le contrôler via un ordinateur de bord et ainsi moduler les apports au plus près des besoins.

L'agriculture connectée

L'utilisation du web se généralise aujourd'hui pour les agriculteurs. L'agriculteur connecté a un usage mobile du web via son téléphone portable ou sa tablette, échange sur les forums d'agriculteurs, s'informe des cours de marchés, de la météo, achète du matériel agricole, vend ses produits en ligne, etc.

L'agriculture connectée favorise :

- le partage d'information, les échanges avec d'autres agriculteurs via les réseaux sociaux, les forums
- l'aide à la décision, via des applications, des alertes spécifiques pour les agriculteurs (météo, cours des marchés, etc.)
- la formation (développement des formations e-learning, MOOC, etc.)
- la gestion du temps de travail (agenda connecté, dématérialisation des tâches administratives, etc.)
- le rendement (développement des circuits de distribution, etc.)



3. Source : Machinisme et réseaux, 15 janvier 2020

4. Source : Optimiser ses charges de mécanisation, Chambre d'agriculture

Le machinisme agricole en Finistère

La production d'engins agricoles en Bretagne

En Bretagne, la fabrication d'engins agricoles⁵ pour le travail du sol et les récoltes concerne 1 630 emplois. Les entreprises pourvoyeuses d'emploi sont principalement implantées en Ille-et-Vilaine (57 %) et en Finistère (40 %).

Des marques fortes

Le Finistère dispose d'une notoriété forte dans le secteur de la construction de matériels agricoles. En effet, des marques reconnues d'engins agricoles sont implantées à la pointe bretonne : Emily, Pichon ou encore Rolland, leader des véhicules tractés en France. La renommée de ces constructeurs dépasse largement le territoire breton. Pour l'entreprise Emily, les godets⁶ imaginés par le fondateur Michel Emily, sont devenus une référence dans le secteur et sont vendus jusqu'au Canada et au Japon.

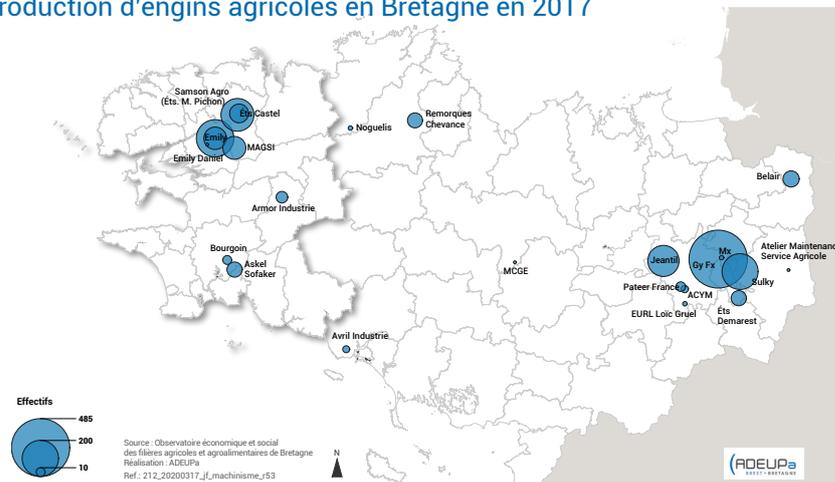
La proximité avec les entreprises de métallurgie dans le Finistère sont un atout pour les entreprises locales, tant pour l'approvisionnement en matières premières qu'en offre de formation.

Le secteur de la construction de matériels agricoles est particulièrement dépendant de la conjoncture agricole, mais la diversité des gammes de produits permet de se reporter sur les différentes filières productives du territoire (lait, porc, céréales, etc.). Se démarquer en se saisissant du défi environnemental est également un enjeu pour ces acteurs. Le constructeur des remorques Rolland, par exemple, s'est engagé dans une certification « éco-épandage » qui permet de labelliser les épandeurs de matières organiques qui répondent à un référentiel de performance dans la maîtrise des impacts environnementaux. Les entreprises finistériennes sont également attentives au marché de la mécanisation pour accompagner la production biologique (désherbage mécanique par exemple) même si ce secteur reste encore marginal dans le machinisme agricole.

5. Sont prises en compte uniquement les entreprises de fabrication d'engins agricoles de traction, de récolte et les outils de manutention.

6. Outil en forme de récipient utilisé notamment pour transporter de la terre, des déchets agricoles, etc.

La production d'engins agricoles en Bretagne en 2017



Une moindre baisse du nombre d'immatriculations de tracteurs dans le Finistère

La Bretagne a enregistré 7 570 immatriculations de tracteurs en 2018, dont 32 % pour le département des Côtes d'Armor, "premier département de Bretagne pour l'achat de tracteurs". Depuis 2012, les immatriculations bretonnes sont en baisse de 13,5 %.

En Finistère, 1 980 tracteurs ont été immatriculés en 2018, représentant 23 % du total régional. Néanmoins, ce département est le territoire qui affiche la plus faible

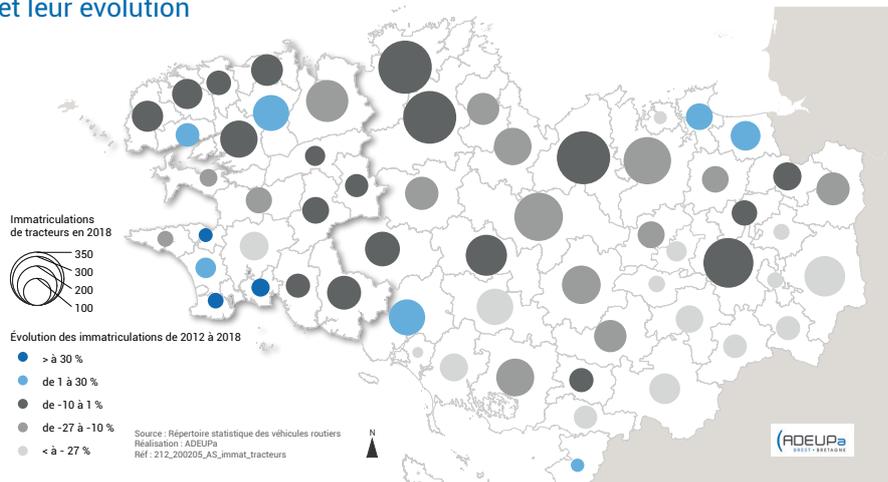
baisse sur la période 2012-2018 (-4,3 % contre -21,4 % en Ille-et-Vilaine). Cette relative stabilité peut être paradoxale dans un département qui présente le plus fort recul du nombre d'exploitations⁷ et d'agriculteurs, mais peut s'expliquer par un besoin en mécanisation plus important. À noter également que les exploitations finistériennes sont en moyenne de 66 hectares, contre 64 en moyenne régionale⁸.

À l'échelle infra-départementale, les intercommunalités du sud Finistère sont les seules de Bretagne à voir le nombre d'immatriculations de tracteurs augmenter fortement. Dans le nord, les territoires de Brest Métropole et de Landivisiau Communauté se démarquent également par un chiffre positif.

7. Moins 1 100 exploitations entre 2010 et 2017, Draaf, traitement ADEUPa.

8. Source : DRAAF-RGP 2017, traitement ADEUPa

Les immatriculations de tracteurs par intercommunalité en 2018 et leur évolution



Des achats dépendants de la conjoncture économique

Les fabricants de machines agricoles vendent leur produit le plus souvent à des concessionnaires. Le client « final » est alors l'agriculteur lui-même ou un prestataire de service, comme les Cuma ou les ETA, ayant besoin d'un fort renouvellement de machines. Les achats sont relativement dépendants de la conjoncture économique bien que l'achat « plaisir » reste une réalité. Certaines années, comme 2013 ou 2017, sont marquées par des pics d'achat résultants d'une évolution de normes au niveau européen ou français ou des modifications dans le système de Déduction fiscale Pour Investissement (DPI), comme récemment en 2017.

Une majorité de tracteurs d'occasion

Les immatriculations en Bretagne concernent majoritairement les tracteurs d'occasion : 60 % contre 40 % pour le neuf. La structure des achats reste semblable depuis 2012, mais la part de l'achat d'occasion tend à se réduire. Les départements bretons affichent une répartition semblable entre les achats de tracteurs neufs et d'occasion.

Des tracteurs plus puissants

Le recours à la traction mécanique s'est démocratisé en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les tracteurs étaient à l'époque équipés de moteurs entre 15 et 40 chevaux. Depuis, les tracteurs se sont généralisés dans les fermes, au nombre moyen de 2 ou 3 par exploitation. Les constructeurs n'ont cessé de proposer des innovations, qui ont permis aux agriculteurs de gagner en productivité et en confort de travail. Les acteurs de la profession regrettent néanmoins le surendettement de certains agriculteurs pour pouvoir accéder à ces machines et la forme de dépendance que cela induit.

Selon l'Axema, le syndicat français des industriels de l'agroéquipement, en France, la puissance moyenne des tracteurs est passée de 109 à 141 chevaux entre 2000 et 2017. À titre d'exemple, le Salon international du machinisme agricole, organisé tous les ans en Seine-Saint-Denis, a inauguré un tracteur de 517 chevaux vendu 350 000 €. Ce type de tracteurs reste très marginal en France.

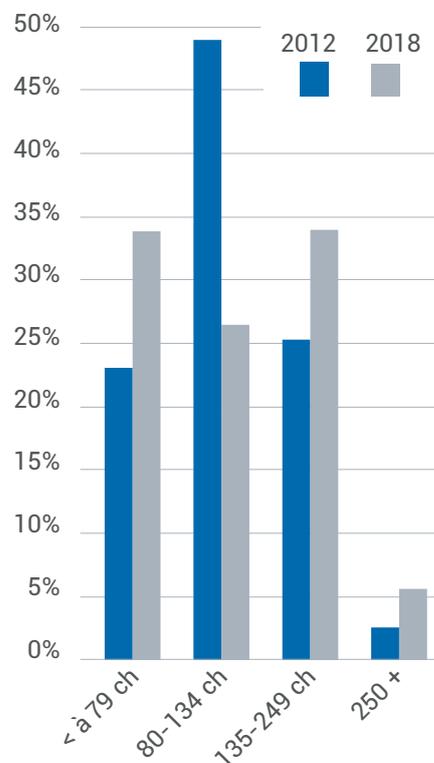
Évolution des immatriculations de tracteurs en Bretagne



Source : Répertoire statistique des véhicules routiers

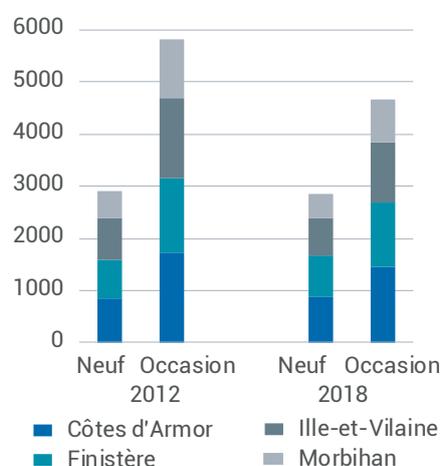
En Finistère, les tracteurs achetés neufs sont majoritairement équipés de moteurs de plus de 80 chevaux. Au fur et à mesure des années, la part des tracteurs à motorisation moyenne (de 80 à 134 chevaux) tend à se réduire tandis que celle des tracteurs de plus de 135 chevaux augmente. Les petites motorisations (inférieures à 80 chevaux) représentent quasiment 35 % des tracteurs neufs immatriculés en 2018 contre 23 % en 2012. Les évolutions suivent les mêmes tendances à l'échelle bretonne.

L'évolution de la puissance des tracteurs neufs immatriculés entre 2012 et 2018 en Finistère



Source : Répertoire statistique des véhicules routiers

Les achats de tracteurs neufs et d'occasion en 2012 et 2018 en Bretagne



Source : Répertoire statistique des véhicules routiers

Le financement d'engins agricoles

Le financement du machinisme agricole se fait généralement via des crédits classiques à moyen ou long terme ou par un système de crédit-bail. Il n'est pas rare que l'agriculteur préfère avoir recours au crédit classique afin d'être propriétaire de son tracteur. Dans le Finistère, les professionnels du financement observent un certain attachement à la propriété. Ce sentiment peut être, en effet, vérifié par les immatriculations de tracteurs qui affichent une légère baisse dans ce territoire par rapport à d'autres départements voisins. Depuis ces trois dernières années, les demandes de financement de matériel agricole tendent à augmenter et le volume de financement est porté par les éleveurs laitiers.

Les Cuma et les Eta : la délégation du travail des champs

Les coopératives d'utilisation de matériel agricole

Avec l'augmentation de la taille des élevages et des surfaces, la productivité du travail s'est accrue augmentant ainsi le coût d'utilisation du matériel par employé. Une concurrence s'établit entre les travaux des champs et les travaux d'élevage. Les matériels sont coûteux, les besoins ne sont pas suffisants pour rentabiliser un investissement individuel. La délégation est une solution intéressante car elle permet d'éviter l'investissement, elle peut être réversible et facilement accessible en Bretagne, avec une offre importante de prestataires ou de formes collectives telles que les Cuma.

Les Cuma sont fédérées à l'échelle du Grand Ouest au sein de la FRCuma Ouest, qui regroupe la Bretagne, les Pays de la Loire et la Normandie. Cette fédération compte 2 400 Cuma adhérentes, dont 650 pour la Bretagne.

Ces structures sont nées dans les



années 1960 dans le mouvement des regroupements de producteurs au sein des coopératives. Les Cuma ont été créées dans le but d'acheter collectivement des engins agricoles. L'intérêt de mutualiser est d'éviter à l'agriculteur d'investir seul dans une machine qui ne sera utilisée que ponctuellement.

Au-delà de la location de machines agricoles, ces coopératives entretiennent un réseau actif pour leurs adhérents (organisation de rencontres, d'animations, etc.) et fournissent des conseils aux agriculteurs via leurs salariés. Pour autant, certains agriculteurs sont plus frileux d'adhérer à une Cuma craignant de ne pas avoir l'utilisation de la machine au moment voulu.

En Finistère, le réseau des Cuma est légèrement moins dynamique que dans les départements voisins. Les Cuma finistériennes embauchent moins de salariés, dégagent un chiffre d'affaires moindre et réalisent les plus faibles investissements de Bretagne. La tendance est à la diminution du nombre de Cuma,

tendance qui suit la baisse du nombre d'agriculteurs. Les petites structures disparaissent au profit des Cuma plus organisées.

Les entreprises de travaux agricoles

Les entreprises de travaux agricoles de Bretagne sont fédérées au sein du syndicat Entrepreneurs des Territoires depuis les années 1980. La Bretagne comptait 839 entreprises en 2017⁹ avec une tendance à la baisse (-105 unités depuis 2013). 70 % sont employeuses avec 5 138 salariés sur le territoire régional. Pour le Finistère, 144 ETA sont pourvoyeuses d'emplois.

Ces entreprises privées fournissent des prestations de service aux agriculteurs (récolte, épandage, etc.) et, bien qu'évoluant dans un environnement concurrentiel, elles ont tissé des relations de confiance avec les agriculteurs. Par ailleurs, elles se sont diversifiées au fil du temps pour proposer des services aux particuliers, aux entreprises et aux collectivités pour l'entretien des haies et arbres, ramassage d'algues vertes, découpe du bois, etc.

Département	Cumas adhérentes	Cumistes	Salariés permanents	Chiffres d'affaires en millions d'euros	investissements en millions d'euros 2017
Côtes d'Armor	145	3 000	76	14,73	9,76
Ille-et-Vilaine	185	4 000	137	29,45	14
Finistère	171	3 400	42	12,62	4,29
Morbihan	145	3 300	66	14	8,24

source : Dossier de présentation 2019, Fédération régionale des Cuma de l'Ouest

9. Source : MSA, 2017

Les défis à relever (*issues des entretiens avec les acteurs du territoire*)

Faire face au déficit de recrutement

Le secteur du machinisme agricole souffre d'un déficit d'attractivité, avec des emplois insuffisamment pourvus. Le secteur est en effet bien spécifique et requiert des compétences différentes par rapport au secteur automobile par exemple.

Les métiers sont généralement méconnus du grand public et de la jeune génération. En effet, il était fréquent que les jeunes qui s'orientaient vers ce secteur soient exclusivement issus du milieu agricole. Aujourd'hui, ce n'est plus une réalité. Les jeunes découvrent dans le même temps l'ensemble des tâches à accomplir sur une même exploitation dont la maîtrise des machines, une notion à davantage intégrer au sein des formations agricoles. Par ailleurs, l'important investissement matériel à financer par l'établissement scolaire, peut limiter l'ouverture de formations. Le changement d'image sur le secteur, vers des métiers innovants et variés, techniques et numériques, est une piste de travail.

Permettre le financement du matériel agricole tout en modernisant les outils de production

Le manque de capacité financière des agriculteurs pose de plus en plus de difficultés d'accès à la propriété. Les locations, l'achat d'occasion ou le recours à des prestataires de service, peuvent être d'autres solutions.

Les demandes de financement à destination de matériel agricole, pour améliorer les conditions de travail, ont augmenté ces dernières années. Elles représentent des investissements « lourds » supérieurs à 100 000 €, notamment dans la robotique.

Pour demain, une attention particulière doit être portée à la demande de financement du matériel agricole neuf qui progresse tandis que l'encours de crédit diminue. Cette tendance pourrait être le signe d'un renouvellement insuffisant des outils de production, observé par certains professionnels du Finistère.

Diminuer les charges de mécanisation

Bien que les dépenses de mécanisation puissent varier parfois fortement d'une exploitation à l'autre, les leviers d'actions pour réduire ces charges sont réels : consommation de fioul, entretien du matériel, choix des investissements et délégation des travaux. Réduire les travaux du sol est une piste à privilégier pour certains acteurs. Cet objectif passe par une réflexion globale à mener sur son installation : connaissance du sol, couverts végétaux, rotations des cultures, etc.

Encourager des prestations de services en milieu rural

De nombreux acteurs du machinisme agricole se positionnent en faveur de la délégation de machines. Face aux évolutions techniques, aux innovations et à l'augmentation des prix du machinisme agricole, il est impératif d'accompagner les agriculteurs. Les aides publiques en faveur de la mutualisation d'outils agricoles, couplées à l'obligation de suivre une formation, sont des principes à encourager.

À l'avenir, les prestataires de matériel agricole auront certainement un rôle « d'apporteur de solutions » davantage prégnant qu'aujourd'hui. Les salariés, qui sont de plus en plus difficiles à recruter dans un secteur d'emploi particulièrement

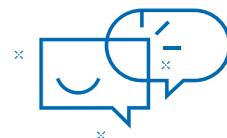
en tension, devront être toujours plus polyvalents et réactifs : conduite de machines, réparation et conseils techniques, tout en étant bien formés aux nouveaux outils connectés. C'est également un enjeu de maintien des emplois en zones rurales.

Afin de répondre aux besoins de leurs clients, les entreprises de travaux agricoles sont implantées au plus proche des exploitations, mais également à proximité des bourgs ruraux. Pour autant, cette proximité est désormais remise en question car l'installation d'une telle entreprise n'est plus possible en zonage agricole. Or, l'activité est peu compatible avec les entreprises implantées en zone artisanale : nuisances sonores, déchets agricoles sur les routes, etc. La fédération des ETA espère une modification de la loi foncière agricole pour rétablir leur établissement en zonage agricole.

Pour demain, les Cuma finistériennes aspirent à continuer à apporter du service aux agriculteurs et à promouvoir la délégation et la mutualisation d'équipements dans un système coopératif, en élargissant le réseau des Cuma en Bretagne. Ces dernières se diversifient et certaines d'entre elles s'engagent dans un agrément GIEE (Groupement d'intérêt économique et environnemental). Ce dispositif, lancé en 2014, est une opportunité pour les Cuma qui souhaitent s'engager dans une transition de système de production et de pratique. À Scaër, un groupe d'agriculteurs, au sein d'une Cuma, a ainsi créé un GIEE dans le but de réduire de 20 % les consommations de fioul au sein de leurs exploitations.



QUEL AVENIR POUR LE SECTEUR DU MACHINISME AGRICOLE EN FINISTÈRE ?



Animation

Méthodologie

Les pages qui suivent restituent la production d'un temps d'échange avec les acteurs de la filière du machinisme agricole qui s'inscrit dans le cadre plus large d'une étude prospective sur les filières agricoles et agroalimentaires en Finistère, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture et l'ensemble des membres de l'ADEUPa. Cette étude prospective est particulièrement attendue des élus qui souhaitent se mobiliser pour accompagner les acteurs de la filière avec ce questionnement initial :

Quelles sont les opportunités à saisir dans un environnement complexe et en mutation ?

Dans le cadre de cette étude, 8 filières d'activités sont appréhendées avec les acteurs locaux : lait, porc, viande bovine, volaille, légumes, céréales, transformation de produits de la mer, machinisme agricole. Et 4 thématiques transverses : la logistique, le foncier agricole, la formation et la recherche, la distribution.

L'analyse de ces filières a pour objectifs de :

- **mesurer le poids des filières au sein de l'économie finistérienne**
- **comprendre les interactions entre les entreprises et leurs partenaires, de l'amont vers l'aval**
- **identifier les principaux défis auxquels les professionnels sont confrontés**
- **mettre en exergue les leviers que peuvent mobiliser les acteurs publics locaux pour accompagner les mutations souhaitables**

Des entretiens avec les professionnels de la filière

Plusieurs acteurs du secteur du machinisme agricole, de la construction jusqu'à l'utilisation des machines, ont partagé les enjeux auxquels ils doivent faire face : le Crédit Agricole, le groupe Pré-Vision, l'entreprise Remorques Rolland, Castel 29, la Fédération des Cuma de l'Ouest ou encore la Fédération des Entrepreneurs de Territoires de Bretagne.

Par ailleurs, la visite de l'entreprise de travaux agricoles Buguel a permis de mieux appréhender la réalité de ce métier.

Le tableau atouts-faiblesses-opportunités-menaces, présenté en page 10, et la cartographie des enjeux auxquels le secteur du machinisme agricole fait face en page 11, forment les premiers éléments de restitution de la parole des acteurs rencontrés. Ils nourriront la poursuite de l'étude sur l'identification des actions à mener pour accompagner les évolutions jugées souhaitables pour la filière.

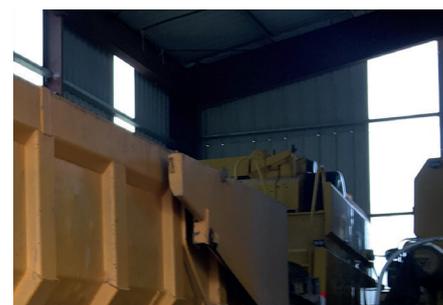
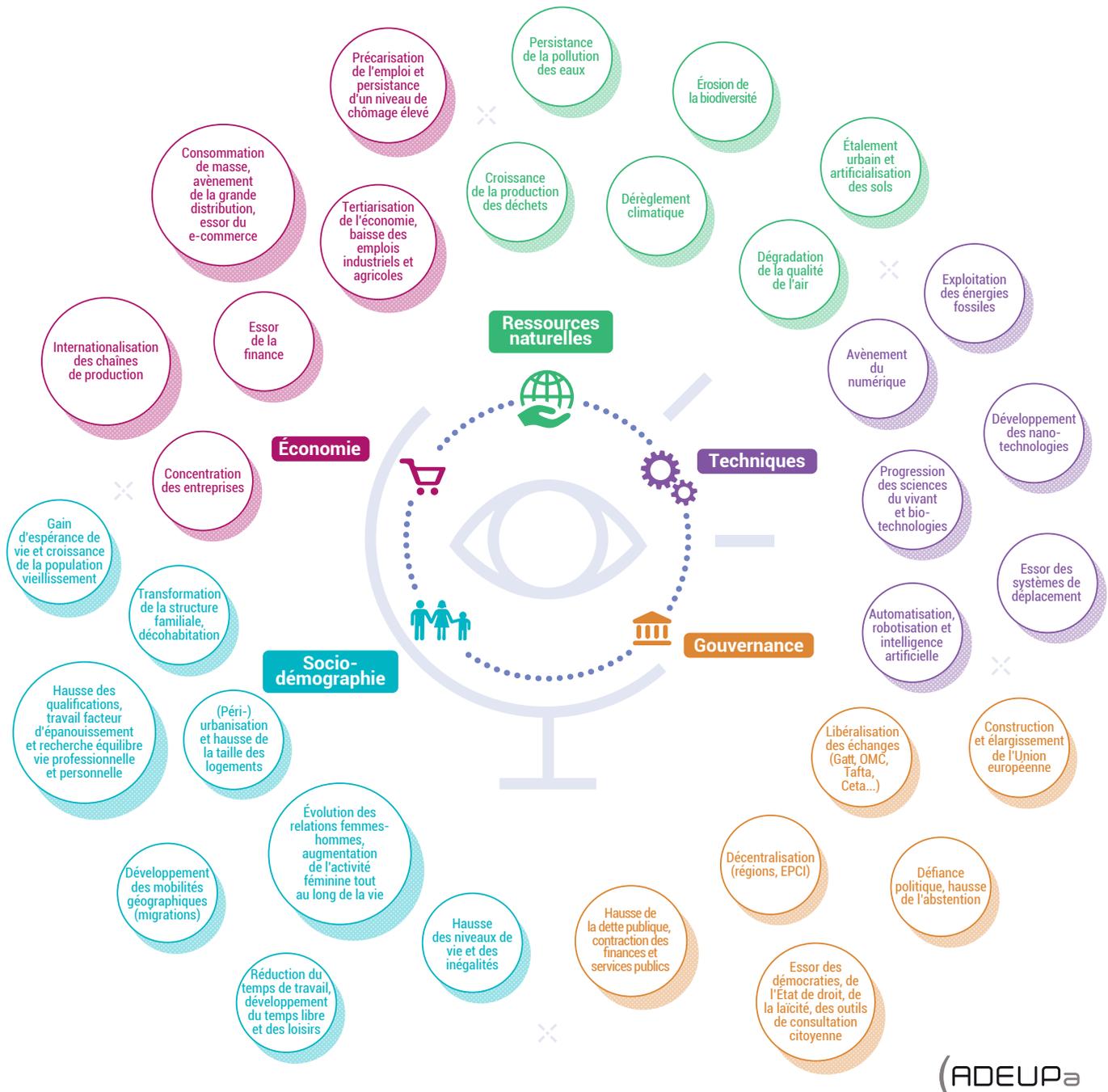


Photo : ADEUPa

Quelques tendances lourdes qui impactent la vie des territoires bretons



(ADEUP_a)

Les atouts, faiblesses, menaces et opportunités identifiés par les acteurs du machinisme agricole

- Un secteur agricole finistérien très varié : présence de multiples filières qui limite le risque économique en cas de crise
- Une proximité entre agriculteurs et entreprises de machinisme agricole
- Une proximité avec des entreprises de métallurgie pour les matières premières qui permettent la fabrication de machines locales
- Un réseau d'ETA et de Cuma au service des agriculteurs (fourniture de matériels, réparation, mise à disposition de salariés, etc.)
- Des marques finistériennes leader national en machinisme (Emily, Remorques Rolland, etc.)
- Des acteurs économiques qui contribuent au maintien de l'emploi en milieu rural car situés au plus proche de leur clientèle, c'est à dire en campagne

- Un investissement très important pour les agriculteurs, les Cuma et les ETA
- Une augmentation des prix du machinisme agricole
- Une tendance au suréquipement des agriculteurs
- Des difficultés à recruter et à fidéliser la main-d'œuvre
- Une mauvaise image du secteur (empreinte environnementale, attractivité du métier, etc.)
- Un suivi difficile de la nature des investissements du secteur agricole
- Une activité relativement saisonnière


ATOUS

A

F

FAIBLESSES

MENACES

M

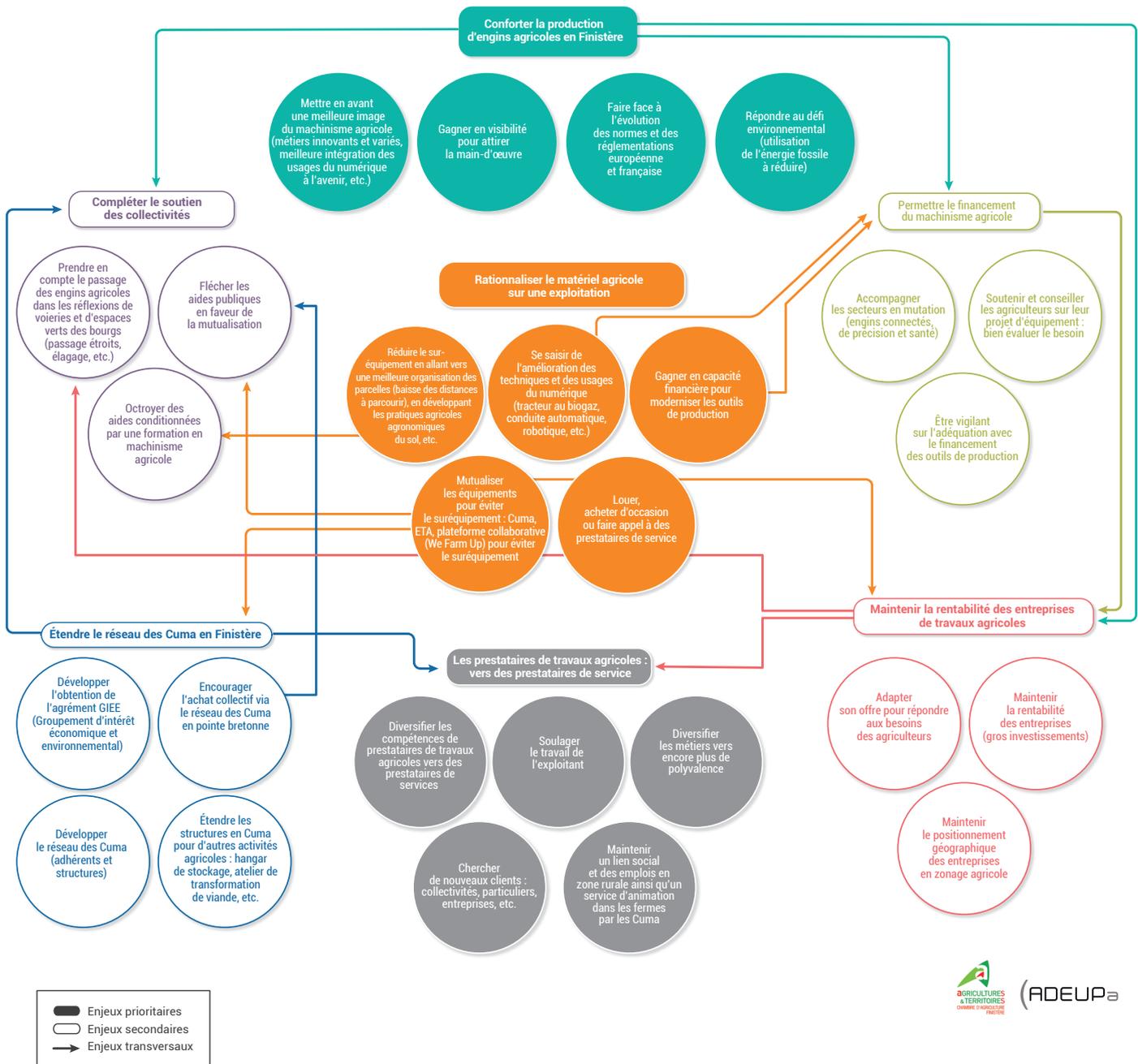
O

OPPORTUNITÉS

- Une aggravation de la situation actuelle des filières
- Des entreprises de plus en plus en concurrence pour recruter
- Une baisse du nombre d'agriculteurs qui pénalise toute la filière : entreprises, Cuma, ETA, etc.
- Un allongement de la durée de remboursement des crédits de matériels agricoles
- Des implantations d'ETA éloignées des zones agricoles
- Une remise en cause de l'utilisation du gazole non routier en agriculture
- Des difficultés croissantes de rentabilité d'entreprises (exploitations, entreprises de travaux agricoles, fabricants, etc.)

- Une meilleure image des métiers s'appuyant sur la variété et l'innovation
- Une meilleure visibilité du secteur pour attirer et recruter
- Un besoin en mécanique dû à une agriculture qui se passe de chimie
- Une généralisation de la mutualisation des équipements par les agriculteurs
- Des machines connectées, innovantes et modernes
- Des aides publiques en faveur de la mutualisation des équipements
- Une recherche de matériels agricoles pour améliorer les conditions de travail
- Une amélioration de l'autonomie des moteurs au biogaz
- L'inscription de Cuma dans des GIEE (Groupement d'intérêt économique et environnemental)

Les enjeux identifiés par les acteurs du machinisme agricole



LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE

Direction de la publication

Benjamin Grebot

Réalisation

Lucie Bianic
Joëlle Péron
François Rivoal
Delphine Scheck
Aline Stien

Cartographies

Julien Florant

Mise en page

Dominique Gaultier

Contact

ADEUPa Brest-Bretagne
18 rue Jean Jaurès
29200 Brest
Tél. 02 98 33 51 71
lucie.bianic@adeupa-brest.fr

Dépôt légal

2^{ème} trimestre 2020

Référence

20-098



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE